

L'histoire algérienne

Entre guerre et paix

Mustapha Harzoune



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1887>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1887

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2012

Pagination : 70-81

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « L'histoire algérienne », *Hommes & migrations* [En ligne], 1298 | 2012, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1887> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.1887

L'histoire algérienne

Entre guerre et paix

Entretien avec Hassan Remaoun,
sociologue et historien, professeur de l'université d'Oran Es-Senia,
réalisé par Mustapha Harzoune

Hommes & Migrations : Quelle place occupe l'enseignement de la période coloniale et de la guerre d'indépendance dans les programmes scolaires ?

Hassan Remaoun : Assurément, la période coloniale et la guerre de libération nationale occupent une place importante dans les programmes d'histoire. Lorsqu'on parcourt les manuels officiels d'histoire, on constate qu'un enseignement de la discipline commence à être dispensé dès la 3^e année primaire et qu'un bon quart de l'ouvrage pédagogique est consacré à la période 1954-1962. Il y est fait aussi référence en 4^e année primaire et surtout en 5^e année puisqu'un bon tiers du manuel traite de la résistance menée de 1830 à 1962. On revient de manière plus approfondie sur ces questions dans l'enseignement moyen (au collège) et secondaire (au lycée). Il y est déjà question en 3^e année moyenne pour la période du XIX^e siècle et surtout en 4^e année puisque le programme est exclusivement consacré à l'évolution en Algérie de 1870 à l'après-indépendance.

Au lycée enfin, le programme de 2^e année secondaire aborde la période 1830-1954 et celui de 3^e année (terminale), la période 1919 à 1989. Ces deux derniers manuels, édités en 2007, octroient à ces questions respectivement 57 pages sur 144 et 90 sur 237, ce qui équivaut à près de 40 % du volume horaire global consacré à la discipline.

Enseigner l'histoire de la guerre de libération

H&M : En France, après un certain retard, un débat récurrent tend à opposer les différentes mémoires de la guerre d'Algérie entre elles, ainsi que ces mêmes mémoires et l'enseignement issu des travaux des historiens. Ces oppositions, confrontations, différences, existent-elles en Algérie ?

H. R. : Il existe effectivement une confrontation des mémoires en Algérie et des débats et polémiques dont la presse écrite se fait largement l'écho, alors même que



Le 5 juillet 2012, commémoration du 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie dans le cimetière de M'cisna par les autorités. Mais ce jour de fête nationale a été très peu célébré par les habitants du village. © Camille Millerand

des centaines d'ouvrages de mémoires et de témoignages ont été publiés en arabe ou en français depuis la fin des années quatre-vingt notamment. Le rôle joué par des personnalités comme Messali Hadj, Ferhat Abbas ou encore Abane Ramdane, Ben Bella et plus récemment Amirouche, et je peux en citer d'autres, suscite encore de nombreuses polémiques. C'est le cas aussi de la lutte entre le FLN et le MNA ou des différentes composantes du Mouvement national, les Ulamas, les communistes, l'UDMA ou le PPA-MTLD. Il en est de même en ce qui concerne des événements tels que le congrès de la Soummâm en août 1956 ; la question des rapports du politique au militaire ou des combattants installés en Algérie ou ceux expatriés durant la guerre de libération ; les conséquences de la grève générale des étudiants algériens décidée en mai 1956 ou de la grève des 8 jours en janvier-février 1957, qui a été à l'origine de la bataille d'Alger et de la terrible répression qui s'en est suivie ; l'évaluation qui peut être faite de la réunion du CNRA à Tripoli en mai-juin 1962. Tous ces débats sont ou tendent à devenir publics, au moins depuis une vingtaine d'années. À cela près que les historiens gardent une certaine réserve, même si leurs travaux peuvent être cités ou utilisés, y compris dans l'élaboration des manuels scolaires. On remarquera cependant que ces débats et divergences ne transparaissent pas tout à fait dans les programmes scolaires, même si on commence à sortir du mythe de l'"unanimité" que ciblait

Harbi, en signalant pour la première fois dans les manuels de 4^e année moyenne que près d'un demi-million d'Algériens avaient de manière volontaire ou contrainte participé à la guerre aux côtés des Français. L'Algérie est encore au stade de l'élaboration de son roman national. Il ne faut pas oublier un certain nombre d'éléments qui, dans ce domaine, marquent la différence entre l'Algérie et la France. Par exemple, la Révolution française, qui est un événement fondateur pour la France, n'a commencé à être enseignée que près d'un siècle après l'événement, alors que la guerre de libération ici l'a été presque tout de suite après l'accession à l'indépendance, d'autant plus que la tradition universitaire est beaucoup plus récente pour les Algériens. Par ailleurs, si l'Algérie et la guerre de libération algérienne sont enseignées de façon marginale en France, où elles apparaissent plus comme posant un problème pour la mémoire collective, entachant même un roman national déjà constitué, en Algérie, la guerre de libération a un rôle fondateur pour l'État et la mémoire collective. Le passé colonial est incontournable pour comprendre la fonction assignée ici à une histoire nationale. Nous vivons encore une période de sacralisation du rapport au passé ; la phase critique est toujours en émergence. En fait, quoi que l'on en pense, nous revenons de loin, de très loin, et nous n'avons pas encore fini d'arriver, même si le temps avance de plus en plus vite à notre époque.

H&M : Le rôle et la place de l'immigration algérienne dans le mouvement national sont-ils enseignés ?

H. R. : Très peu à mon avis et surtout de façon allusive lorsqu'il est question de l'Étoile nord-africaine et de Messali Hadj. On trouve, cependant, quelques références explicites dans certains manuels. Par exemple, dans celui de 5^e année primaire, un paragraphe est consacré aux manifestations de décembre 1960 en Algérie et du 17 octobre 1961 à Paris ainsi qu'à la terrible répression subie. Dans le manuel de 3^e année secondaire, on précise que l'Étoile nord-africaine a été constituée en France au sein de l'émigration maghrébine et au contact du PCF. On pouvait même trouver dans un manuel correspondant à l'ancien programme d'école fondamentale (celui de 9^e A.F.) une carte de la France indiquant les différentes régions constitutives de la Fédération de France du FLN.

H&M : Quelles sont les représentations des pieds-noirs dans l'enseignement ?

H. R. : La représentation des pieds-noirs est assez rare et plutôt négative parce qu'ils sont généralement assimilés au système d'oppression coloniale. Dans un ancien manuel, par exemple, une photographie montrait des miliciens pieds-noirs en armes qui participaient aux tueries de mai 1945. On trouve cependant aussi en document

dans le manuel de 3^e année secondaire (nouveaux programmes) une coupure de *L'Écho d'Alger* du mardi 29 janvier 1957, titrant sur "l'échec" de la grève générale des huit jours lancée la veille par le FLN avec comme information : "Deux Européennes, la mère et la fille, auraient été arrêtées à la suite des attentats de samedi, rue Michelet." Il faut sans doute voir là un clin d'œil à ces pieds-noirs et autres Européens, communistes, chrétiens, libéraux..., qui ont contribué aux réseaux du FLN. Enfin, à signaler aussi dans le même manuel, un extrait traduit en arabe d'un ouvrage de Benjamin Stora, dans lequel l'auteur aborde la question de l'origine du terme "pied-noir"...

La recherche universitaire face au poids des idéologies

H&M : Comment l'historien travaille-t-il sur ces thèmes ? Toutes les sources possibles sont-elles accessibles aujourd'hui ? L'historien algérien, outre la question de l'idéologie sur laquelle nous reviendrons, n'est-il pas confronté à la multiplicité des témoignages et des mémoires des acteurs et survivants ?

H. R. : L'historien travaille sur ces thèmes en s'appuyant sur des archives lorsqu'elles sont disponibles, en usant de l'interview lorsqu'il existe des témoins, et en compilant les différents écrits, commentaires et hypothèses sur la question, qu'il essaiera de synthétiser en proposant du nouveau. Toutes les sources ne sont bien sûr pas accessibles puisqu'elles sont régies par la loi et dépendent du professionnalisme des institutions qui les gèrent, cela pour le public. Quant aux documents détenus par les particuliers, ici comme ailleurs, il faut s'en remettre à la bonne volonté de ces derniers. Cela dit, l'historien doit effectivement faire face à la multiplicité des témoignages, d'autant plus que beaucoup d'acteurs ne sont plus de ce monde, et que les enjeux de mémoire et de légitimation sont encore importants plus de cinquante années après. C'est d'autant plus complexe que les premières générations d'historiens du Mouvement national et de la guerre de libération ont été constituées d'anciens militants et d'acteurs. Il en est de même pour Mahfoud Kaddache, Mohammed Harbi, Aboukacim Saâdallah et bien d'autres qui se sont mis à l'écriture après l'indépendance du pays.

H&M : La recherche universitaire se heurte-t-elle à l'idéologie officielle ? Quels enjeux lient l'université, l'historien et la société à travers la recherche et dans le débat public ?

H. R. : Oui, forcément, parce que l'État est le seul bailleur de fonds des universités et qu'il accorde des moyens particuliers à certaines institutions. Le seul centre de recherche sur le Mouvement national et la révolution dépend d'ailleurs directement du ministère des Moudjahidines. Pour des raisons historiques liées à l'imprégnation du Mouvement national par le populisme, le paradigme "Histoire" joue un rôle très important dans le processus de légitimation de l'État national. Il n'y a cependant pas que l'État : les fondations, les associations et la société en général peuvent être très présentes pour imposer leurs exigences de mémoire. Ce sont d'ailleurs ces dernières institutions surtout qui animent le débat public, à travers des conférences et colloques auxquels les historiens peuvent être invités, même si les problématiques et hypothèses à développer sont souvent déjà balisées par les organisateurs. Mais ce sont-là des pratiques très courantes ailleurs dans le monde.

H&M : L'enseignement de l'histoire en Algérie et l'émergence d'une pensée critique sont-ils possibles face à une histoire apologétique ? Ne seraient-ils pas sacrilèges dans un pays où, selon le mot de Mohammed Harbi, l'histoire serait à la fois "le paradis et l'enfer des Algériens" ?

H. R. : Il n'y a pas qu'en Algérie où l'on fait l'apologie de la mémoire et où on la sacralise, ce qui n'a pas empêché l'émergence de postures critiques telles que celles sollicitées par la recherche historiographique. Il faut se souvenir de la façon dont l'enseignement de l'histoire était dispensé à l'époque coloniale, si on écarte la tentative très tardive (dans les années cinquante) du manuel de Max Marchand, qui d'ailleurs a dû payer cher son audace, puisqu'il a été assassiné par un commando Delta

Pour des raisons historiques liées à l'imprégnation du Mouvement national par le populisme, le paradigme "Histoire" joue un rôle très important dans le processus de légitimation de l'État national.

de l'OAS. Je pense que les débats qui prennent forme en Algérie, la maturation en cours dans une vingtaine de départements universitaires d'histoire et de centres de recherche, et l'exemple qui peut être stimulant d'autres disciplines, sont en train de contribuer à l'émergence d'une pensée critique. Un autre facteur y contribuera de façon substantielle : si les Algériens ont été longtemps "formatés" par un statut de sujet indigène d'un empire

colonial, ce qui les a poussés à se replier sur le lien communautaire traditionnel, ils sont, après avoir accédé au droit à leur propre nationalité, en forte demande d'émergence citoyenne. La formation, ici comme ailleurs, d'une pensée critique relève d'un processus sociohistorique complexe, qu'il faut observer et, pourquoi pas, disséquer, loin des préjugés.

Pour une réévaluation critique du roman national algérien

H&M : Quels sont les éléments nouveaux apportés par la recherche algérienne sur l'historiographie officielle ?

H. R. : Je pense que la recherche a un impact social souvent en décalage dans le temps, mais son influence peut profiter de moments propices, comme cela a malheureusement été le cas lors des différentes crises traversées par l'Algérie dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Je ne citerai ici que deux exemples : l'intérêt des universitaires pour l'histoire sociale de la colonisation et la formation du Mouvement national. En relation avec la flambée d'assassinats et de massacres des années quatre-vingt-dix, cela a permis de relativiser le rôle de la violence révolutionnaire dans l'accession du pays à l'indépendance et de réévaluer la contribution à ce processus des partis participant au Mouvement national. Par ailleurs, sur une plus longue durée et en relation avec les fortes demandes portant sur le statut des langues usitées dans le pays et de la religion, ils ont certainement contribué à éclairer la question identitaire, aux côtés d'autres chercheurs en sciences sociales (sociologie, anthropologie, linguistique...).

H&M : Pouvez-vous nous présenter les étapes de l'affranchissement de la recherche historique des approches idéologiques ?

H. R. : Il est difficile de présenter en quelques mots un panorama plus ou moins exhaustif. Il s'agit, cependant, de ne pas perdre de vue que les Algériens ont pris contact avec l'historiographie moderne lorsque, à partir des années vingt, certains de leurs lettrés, de langue arabe d'abord (Moubarek El-Mili, Tewfik El-Madani, Abderrahmane Djilali), ont décidé d'élaborer un contre-discours à celui, colonial et parfois raciste, diffusé par ce qu'on appelait "l'École d'Alger" (Émile-Félix Gautier, Stéphane Gsell, Mercier...). Nous étions entrés dans la période d'émergence du nationalisme, idéologiquement porté par le paradigme de l'histoire nationale. Elle sera poursuivie par les avancées méthodologiques des intellectuels militants écrivant en français, tels Mohammed Chérif Sahli ou Mostefa Lacheraf pour ne citer que les plus connus. Après l'indépendance du pays en 1962, une série d'universités furent ouvertes (près d'une cinquantaine de nos jours) avec souvent des départements d'histoire (une vingtaine actuellement). En fait, malgré des velléités de contrôle idéologique, on peut considérer que beaucoup d'historiens universitaires ont su préserver leur liberté d'investigation, en évitant pour un grand nombre d'ailleurs les périodes "chaudes" comme la guerre de libération qui fut abordée dans un premier temps par des doctorants et historiens résidant en France ou dans d'autres pays. Les choses ont bien sûr évolué depuis lors, même si c'est de façon inégale.

H&M : Comment évoluent l'enseignement et la recherche ? Quelles sont les nouvelles tendances, les nouveaux thèmes (méthodologie et axes de recherche), les nouvelles exigences et les nouvelles demandes des jeunes générations ? Cela oriente-t-il les programmes de recherche et d'enseignement ?

H. R. : Votre question nécessiterait un bilan actualisé que je ne maîtrise pas tout à fait. En réalité, on ne sait pas tout de ce qui se fait dans les universités parce que les travaux soutenus (mémoires, thèses...) sont encore peu édités et diffusés. Nous avons un problème particulier avec les périodiques traitant des travaux en histoire, cela du point de vue de la visibilité et même de la pérennité. On sait qu'à partir des années soixante-dix a été lancée la politique officielle "d'écriture et de réécriture" de l'histoire, avec la mise sur pied de tout un dispositif institutionnel s'appuyant sur les Archives nationales, la Bibliothèque nationale et ce qui constituait à l'époque le Centre national d'études historiques (CNEH). Il s'agissait, en fait, de réécrire l'histoire de l'Algérie censée avoir été falsifiée par la colonisation et d'écrire celle de la guerre de libération, considérée comme un terrain vierge. L'université a en fait "traîné la patte", par méfiance envers toute commande officielle, et aussi parce que marquée encore par les approches positivistes, même si elles pouvaient être mâtinées de nationalisme. On peut remarquer, du point de vue des périodes abordées, une rupture douce par rapport à la période coloniale puisque l'intérêt pour les périodes médiévale et ottomane va progressivement l'emporter sur celui pour les études préhistoriques et anciennes (surtout la période romaine tant prisée par l'École d'Alger). Ce n'est peut-être pas que par nationalisme. La langue arabe tend en effet à l'emporter dans l'enseignement de la discipline sur le français et les études latines, et les sources disponibles dans cette langue tendent à attirer plus de monde. Si, dans les dernières années, il y a eu un intérêt renouvelé pour l'Antiquité, il est dû à la valorisation de la culture berbère et au débat sur l'identité nationale. De même, si on s'intéresse à la période coloniale, les phases insurrectionnelles et la guerre de libération semblent moins attirer les chercheurs que l'histoire sociale, politique ou administrative durant la domination française. Cela est sans doute dû à la facilité d'accès aux sources écrites mais aussi au fait que ces questions font davantage consensus. Toutes ces données d'origine officielle ou non ont, bien entendu, un impact plus ou moins direct sur la façon dont la discipline est enseignée.

H&M : Qu'en est-il de la conservation des archives et de la valorisation du travail de l'historien en Algérie ? Existe-t-il des projets culturels ou patrimoniaux susceptibles de diffuser ces connaissances vers le grand public (musées, collections, éditions, films) ?

H. R. : S'il y a un effort concernant la préservation des archives et des lois assez permissives, même par rapport à la France, l'accès demeure parfois assez fastidieux à cause des lourdeurs administratives. Sans oublier que des archives sont toujours détenues par la France et qu'il y a là un litige entre les deux pays. Il existe quelques musées comme celui du Djihad à Alger. On constate un développement éditorial des mémoires et autres ouvrages de témoignage, et une tendance chez les autorités à encourager de nouveau la production cinématographique qui avait régressé depuis les années quatre-vingt. Des films de fiction viennent d'ailleurs d'être tournés sur des personnalités comme Mostefa Benboulaïd (qui fut membre du Comité des 6 et chef de la wilaya des Aurès) et Ahmed Zabana (premier condamné à mort à être exécuté en 1956).

Le rapport à la France et aux Français

H&M : Quelles représentations de l'autre, du Français, durant la colonisation, pendant la guerre d'indépendance et depuis 1962, perdurent dans la société algérienne d'aujourd'hui ? Y a-t-il des préjugés tenaces ?

H. R. : L'Algérie comptait 9 millions d'habitants en 1962, elle en a plus de 37 en 2012, et la majorité de ceux qui pouvaient être témoins de la colonisation et de la guerre de libération sont morts. Il y a encore des porteurs de mémoire qui demandent la reconnaissance des méfaits de la colonisation par l'État français, ce qui a un certain impact sur la société, mais je ne pense pas qu'il y ait en Algérie des préjugés anciens. La France demeure sans doute le pays que les Algériens connaissent le mieux et où ils voyagent le plus. Les relations peuvent être passionnelles mais il n'y a pas véritablement de rancœur, et beaucoup d'Algériens ont des amitiés en France qui peuvent paradoxalement remonter à la période coloniale. Les Algériens restent, cependant, assez attentifs à la position des autorités françaises sur leur émigration ou certaines questions d'ordre international. La presse rappelle, par ailleurs, constamment aux Algériens le souvenir des Français qui ont été solidaires de leur combat, et beaucoup d'entre eux visitent souvent l'Algérie. Je ne parlerai pas ici des Algériens de souche européenne morts pour la cause nationale (Yveton, Audin, Maillot...) et dont la mémoire est toujours cultivée.

H&M : Qu'en est-il de la guerre d'indépendance en France métropolitaine, de son écho sur l'opinion publique ?

H. R. : L'information est sans doute insuffisante chez les plus jeunes, mais une grande partie des Algériens savent qu'il y a eu une Fédération de France du FLN et ce que



représente le 17 octobre 1961. Le rapport à Messali Hadj fait qu'ils savent aussi qu'il y a eu un conflit fratricide FLN-MNA.

H&M : Quelle est la place de la langue française dans l'enseignement algérien et, au-delà, dans la société algérienne ?

H. R. : L'enseignement en Algérie se fait en langue arabe depuis les premières années de l'indépendance. Cependant, le français a une place privilégiée puisqu'il est la seule langue enseignée dès le primaire, à plus de 8 millions d'enfants scolarisés. Lorsqu'on compare ce nombre au 500 000 scolarisés en français en 1962, on se rend compte que jamais un si grand nombre d'Algériens n'auront appris le français que depuis l'indépendance, même si la connaissance de la langue est très souvent sommaire. Comme langue d'enseignement et de culture, le français est classé en deuxième position après l'arabe. L'Algérie a d'ailleurs toute une tradition littéraire en langue française qui non seulement perdure mais se développe. Nous avons sans doute le plus fort tirage de journaux en langue française après la France.

H&M : Peut-on envisager un livre d'histoire franco-algérien sur le modèle de l'ouvrage d'histoire franco-allemand ?

H. R. : Techniquement, c'est possible et il y a des deux côtés des historiens capables de le faire. Sur le plan social et politique, c'est cependant prématuré, et il ne sera pas diffusé dans les écoles. Nous en avons discuté avec des collègues français. J'ai eu, par ailleurs, à échanger avec des collègues marocains et tunisiens à propos d'un projet de manuel maghrébin et la réponse est pour l'instant similaire. Les rapports franco-allemands, tant sur le plan économique et culturel que politique, ont beaucoup évolué depuis la CECA, la rencontre de Gaulle-Adenauer, la création de l'Union européenne et de l'euro. Mais, même dans ce contexte, il serait intéressant de savoir combien d'élèves français et allemands ont accès à cet ouvrage. J'en ai discuté aussi avec un collègue allemand qui comptait parmi les rédacteurs. En tout cas, en Algérie, il me semble difficile encore de voir l'État renoncer à son roman national et à sa souveraineté sur le système scolaire.

Distinguer les pièces du puzzle algérien

H&M : *Quelle place occupent l'histoire et la mémoire de la guerre d'indépendance dans la conscience nationale face au temps long de l'histoire ? Peut-on voir émerger des centres d'intérêt nouveaux, insistant sur un passé plus lointain, des thématiques nouvelles, les questions identitaires ?*

H. R. : La guerre de libération joue un rôle de premier plan dans l'expression de la mémoire nationale. Elle est considérée comme constituant l'événement fondateur de l'État institué à partir de juillet 1962. Chaque famille, chaque localité du pays met en avant sa contribution à ce qui apparaît comme l'épopée nationale en rappelant le prix qu'elles ont contribué à payer avec le souvenir chaque fois réanimé des membres et proches qui en ont été des acteurs, parfois en y laissant leur vie. L'essentiel des cérémonies et fêtes officielles est lié à cet événement, auquel on a tendance à rattacher les manifestations de résistance qui ont vu le jour dès le début de la conquête puis de la colonisation. La participation à la guerre de libération constitue d'ailleurs encore la principale source de légitimité pour l'accession à des fonctions politiques dirigeantes, d'où l'importance du rôle assigné à certaines organisations et associations (Moudjahidine, Fils de chouhada, fondations diverses...). Pour ce qui est du temps long remontant jusqu'à l'antiquité berbère, après avoir été valorisé par le Mouvement national jusqu'aux premières années de l'indépendance, il a eu tendance à être marginalisé durant les années soixante-dix et quatre-vingt puisque le passé précolonial de l'Algérie semblait marginalisé ou plutôt noyé dans l'histoire arabo-islamique centrée sur le Moyen-Orient. Il faut voir là l'impact d'une arabisation "à pas forcé" et l'appel massif à une coopération venue du

Moyen-Orient pour pallier le nombre limité de diplômés algériens arabisants, en fait un legs du jacobinisme colonial qui avait réduit l'enseignement en langue arabe à la portion congrue. Il faut dire aussi que les mésententes intermaghrébines avaient poussé les dirigeants algériens à cultiver les alliances avec des pays du Moyen-Orient (les relations existaient en fait depuis la lutte anticoloniale), et que l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) (équivalent de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour la Ligue des États

arabes) proposait des programmes unifiés centrés surtout sur l'histoire de l'Orient arabe. Depuis la décennie quatre-vingt-dix notamment et dans les années deux mille, on tend à recentrer davantage le temps long dans une matrice maghrébine et en revenant en quelque sorte aux sources premières de l'historiographie nationale qui

La participation à la guerre de libération constitue d'ailleurs encore la principale source de légitimité pour l'accession à des fonctions politiques dirigeantes.

revendiquait une appartenance culturelle intégrant, en les synthétisant de façon équilibrée et plus conforme au contexte anthropologique et sociohistorique, les trois fondatrices du Maghreb contemporain : la berbérité, l'arabité et l'islamité. C'est un puzzle identitaire qui, bien entendu, n'est pas statique ni monolithique mais ouvert aux avancées du monde moderne, dans la façon de vivre et de penser, et qui doit notamment prendre en ligne de compte nos rapports à l'Afrique et à la Méditerranée. Ce réajustement est dû à deux causes essentielles : les effets du terrorisme à partir des années quatre-vingt-dix et l'éveil de la culture amazigh (berbère). Oui, en effet, cette évolution ne peut que stimuler l'émergence de thématiques et centres d'intérêt nouveaux, ce que l'on constate dans la presse, la littérature, l'expression artistique, et même à l'université où les départements de langue et culture amazigh font preuve d'un dynamisme réel.

H&M : À propos de l'histoire politique, comment comprendre la multiplicité des formations et des courants dans le Mouvement national ? Amnésie ou redécouverte ?

H. R. : Je pense que l'amnésie tend à reculer et qu'on est même en période de redécouverte. Les manuels scolaires, la presse quotidienne en langue arabe ou française, les mémoires et témoignages et même la recherche universitaire s'intéressent à nouveau à des formations politiques telles l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA) ou le Parti communiste algérien (PCA), par exemple, qu'on avait tendance à occulter, contrairement, bien entendu, à l'Association des Ulamas et au PPA-MTLD, même si pour cette dernière formation le nom de Messali Hadj a longtemps constitué un tabou, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui puisque son nom est donné à des édifices officiels (aéroport de Tlemcen).

Perspectives : vers le deuil de la violence

H&M : La survalorisation d'une histoire marquée par la violence témoigne-t-elle d'une hostilité face à la différence, aux métissages ? Quels sont ses effets sur le processus de légitimation politique en Algérie ?

H. R. : En fait, l'entreprise de colonisation et la guerre de libération ont été particulièrement violentes en Algérie, et cela a profondément marqué les Algériens qui ont mis du temps à s'adapter à une situation de paix relative (même s'il y a eu octobre 1988, la décennie quatre-vingt-dix, la Kabylie...). Le pouvoir politique a sans doute tenté de tirer profit de cette histoire mouvementée pour en faire une ressource politique, surtout en l'absence de pédagogues chevronnés et suffisamment nombreux pour encadrer une scolarisation massive en pleine poussée démographique. J'avais eu d'ailleurs à dénoncer l'iconographie morbide qui jusque dans les années quatre-vingt-dix illustrait les manuels du primaire. Je pense que cela est moins vrai aujourd'hui et qu'il y a un effort perceptible pour valoriser pédagogiquement l'action politique menée par le Mouvement national et la culture du débat, même s'il reste encore du chemin à parcourir. Pour ce qui est de la xénophobie, je pense que le mot est un peu fort et qu'on pourrait parler plutôt de conservatisme, dû à une société qui est encore en train de sortir du rapport communautaire ancestral et utilisé comme refuge durant la période coloniale. L'histoire spécifique de l'Algérie peut faire que des caractéristiques et des contradictions présentes dans tout le monde arabo-musulman prennent ici des formes plus exacerbées. ■

